

DÉLIBÉRATION n° 2019/138

L'an deux mille dix-neuf et le 29 Novembre à 19 heures, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, légalement convoqué le 22 Novembre, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

Présents : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Alain DASSAIN, Madeleine SERIS, Jean-Manuel CAMACHO, Françoise PIQUE, Alain MAILLE, Zoulikha CHEBBAH et Jean-Marie DA BENTA, Adjoint, Isabelle ORTE, Pierre DUMAINE, Marie-José PARET, Pascal AUDIC, Sandrine DURAN, Stéphanie LAGLEIZE, Pierre DELPERIE, Véronique BAZERQUE, Nicolas TOURON, Laurent LAGES et Philippe LACOSTE.

Absents ayant donné procuration : Nicole MARQUIE à Gisèle ROUILLON, Thomas LECOMPTE à Pierre DUMAINE et Stéphanie NOGUES à Philippe LACOSTE.

Absents : Jean-Pierre CABOS, Patrick CASTERAN, Joëlle PEYRO, Patrick PALMER, Jean-François CROUAU et Françoise ARVEUX.

Secrétaire de séance : Nicolas TOURON

Objet : Urbanisme : Rue du Grand Marché - Demande d'ouverture d'une enquête préalable à une Déclaration d'Utilité Publique

M. le Maire explique à l'assemblée que dans le cadre d'une réflexion sur l'évolution de la ville tant en termes d'aménagement du territoire que de développement, de démographie ou d'offres de services et d'équipements, il ressort plusieurs objectifs stratégiques qui pourraient permettre à des projets de voir le jour.

L'un d'entre eux porte sur des terrains abandonnés situés en centre-ville, rue du Grand Marché.

Ce projet toucherait trois points de la réflexion en cours : le logement, la démographie, le resserrement des ménages.

Cela concerne un ensemble de petites parcelles de 427 m² cadastrées section AB n° 59-60-63-65-182-183. Cet ensemble est en friche depuis des années. La commune a sollicité les propriétaires qui pour certains n'ont pas répondu ce qui a conduit à décider de lancer cette procédure, un projet dans son ensemble pour éviter des « dents creuses ».

Le projet consiste à acquérir ces terrains afin de les proposer à la revente sous forme de petites unités foncières aux jeunes ménages et ce à un prix bien inférieur au marché. L'objectif double de densifier la population et de la rajeunir est conforté largement par la jurisprudence qui confirme la plupart du temps ce motif comme étant d'intérêt public.

Le PLU classe ces terrains en zone UA ce qui permet du R+3 favorisant des maisons de villes du même style que celles présentes dans la rue. Cela favoriserait la fermeture d'un ilot urbain.

L'attribution serait contrainte à respecter une série de critères qui seront développés dans le projet visant à favoriser les jeunes ménages en capacité d'investir dans un projet immobilier. Une clause d'engagement à résider sur Lannemezan sur une durée qui peut aller jusqu'à 15 ans assortie d'une clause de remboursement de l'avantage financier initial sera prévue.

La procédure, dictée par le Code de l'expropriation, en elle-même visant à déclarer l'utilité publique d'un projet est pilotée par les services de l'Etat.

La présente délibération vise à saisir le représentant de l'Etat dans le département afin d'enclencher cette procédure.

Si l'examen de ce projet reçoit un avis favorable des services de l'Etat, une enquête d'utilité publique sera organisée afin de déclarer le caractère d'utilité publique.

La ville fera parvenir à la Préfecture un dossier qui comportera une notice non technique, une présentation cartographique ainsi qu'une estimation sommaire des dépenses.

Au vu du code Général des Collectivités Territoriales, du Code de l'Expropriation, du Code de l'Urbanisme et du Code de l'Environnement,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

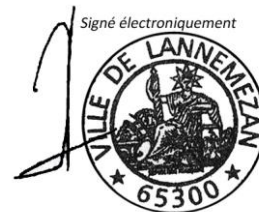
- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Hautes Pyrénées l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour la résorption d'une friche et l'aménagement d'un îlot urbain rue du Grand Marché ;

- d'autoriser M. le Maire ou en son absence autoriser Madame la 1ère Adjointe (avec faculté d'agir ensemble ou séparément), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour copie conforme,
Le Maire,



Affiché le 11/12/2019

Accusé de réception en préfecture
065-216502583-20191211-2019-138-DE
Date de télétransmission : 11/12/2019
Date de réception préfecture : 11/12/2019



Accusé de réception en préfecture
 065-216502583-20191211-2019-138-DE
 Date de télétransmission : 11/12/2019
 Date de réception préfecture : 11/12/2019